

Un otage des talibans vaut deux millions de dollars

Rome RICHARD HEUZÉ.

Publié le 11 avril 2007

Actualisé le 11 avril 2007 : 07h34

Le voile se lève sur les tractations conduites par l'Italie pour récupérer ses ressortissants enlevés en Afghanistan, qui auraient été « échangés » contre des talibans.

« UN SUPPÔT *des talibans. Peut-être même l'un des leurs* » : ce sont de lourdes accusations que le chef des services secrets afghans, Aminullah Saleh, porte à l'encontre de Rahmatullah Hanefi, responsable de l'ONG humanitaire qui a négocié la libération, le 19 mars dernier, du journaliste italien de *La Repubblica*, Da-niele Mastrogiacomo. Deux jours après la décapitation de l'interprète du journaliste, ces accusations relancent la polémique.

Hanefi, dit « Rahmat », a été interpellé par la Sûreté afghane après l'échange du journaliste contre cinq chefs talibans incarcérés à Kaboul. Chef du personnel de l'hôpital de l'ONG italienne Emergency à Lashkar Gah (sud-ouest de l'Afghanistan), il a personnellement négocié au téléphone les conditions de l'échange avec le commandant des talibans dans le secteur, le mollah Dadullah. « *Nous avons compris que Rahmat était un homme de confiance des talibans. Nous cherchons à établir s'il n'est pas responsable du piège tendu à Mastrogiacomo. Dans cette affaire, Emergency s'est comporté de manière arrogante et arbitraire, entravant notre travail* », affirme le chef des services secrets afghans dans une interview au *Corriere della Sera*.

Gino Strada, fondateur d'Emergency, prend fait et cause pour son collaborateur. Il accuse Romano Prodi et Hamid Karzaï de se comporter comme « *des Ponce Pilate* » et de se désintéresser de son sort. Au passage, il révèle que Rahmat avait versé 2 millions de dollars aux talibans pour obtenir la libération d'un autre otage, le photoreporter italien Gabrielle Torsello, retrouvé le 3 novembre dernier sur une route près de Kandahar après une séquestration de trois semaines.

C'est la première fois que le versement d'une rançon est confirmé pour cette prise d'otage : « *Le gouvernement italien sait combien Rahmat est digne de foi. Il avait reçu [de lui, NDLR] 2 millions de dollars pour obtenir la libération de Torsello et a ramené ce dernier aux agents des services secrets qui attendaient tranquillement dans une maison* », affirme Gino Strada.

Cette révélation, les accusations de Strada contre Romano Prodi et ses menaces de fermer les trois hôpitaux et les vingt-trois centres de soins gérés par Emergency en Afghanistan ont fortement irrité en Italie. Pour le ministre aux Affaires européennes, Emma Bonino, Strada est « *un personnage au comportement ambigu* ».

« **Nous ne céderons plus** »

« *Prodi, a expliqué Hamid Karzaï, m'a téléphoné à plusieurs reprises pour me demander de coopérer. Il m'a expliqué que son gouvernement était en difficulté et risquait de tomber sur le vote du refinancement de la mission militaire italienne en Afghanistan.* » Quelque 1 900 paras italiens sont engagés dans les opérations alliées. L'Italie participe aussi à la reconstruction du réseau routier. Hamid Karzaï dit avoir donné son accord au nom de la « *grande amitié* » qui lie les deux pays, « *tout en sachant qu'un tel échange ne ferait qu'entraîner de nouveaux enlèvements* ». Il a toutefois mis en garde : « *Nous ne céderons plus à aucun chantage des talibans.* »

Au lendemain de sa déclaration, Adjmal Nashbandi, l'interprète, était égorgé avec vingt-quatre heures d'avance sur l'ultimatum. Et le pire est à craindre pour les autres otages : le médecin et les trois infirmières afghanes enlevés le 27 mars près de Kandahar avec leur chauffeur et les deux coopérants français. Le quai d'Orsay a hier affirmé n'avoir « *toujours aucune revendication* » des ravisseurs des Français.